

SUD-Inrap N°43

Numero special Sarkophage

[Bulletin SUD-Inrap](#) L'été qui s'achève a été marqué, au niveau international, par l'invasion du Liban par Israël. L'Union Syndicale Solidaires a fermement condamné cette intervention et a manifesté sa solidarité avec toutes les victimes de cette agression, que ce soit au Liban, en Palestine ou en Israël. Cette intervention militaire s'inscrit dans la politique du gouvernement israélien de privilégier une logique guerrière au détriment d'une négociation politique, basée sur les droits des différents peuples de la région à disposer d'un Etat aux frontières et à la souveraineté reconnue, sans ingérence étrangère : c'est particulièrement vrai pour le peuple Palestinien à qui ces droits sont niés depuis trop longtemps !

Au niveau national, il n'y a pas eu de trêve estivale pour le ministre de l'Intérieur qui n'a pas hésité à organiser la chasse aux enfants et leurs parents en situation irrégulière. Sarkozy espérait qu'avec l'été, RESF (Réseau éducation sans frontières) serait démobilisé : il en a été pour ses frais !

La résistance contre cette politique inhumaine, contraire aux droits humains fondamentaux, s'est organisée sans relâche contre chaque cas d'expulsion connu. Toutes les expulsions n'ont pas été empêchées, mais Sarkozy n'a pas eu les mains libres pour mener cette politique honteuse et démagogique qui ne règlera en rien les questions de l'immigration ; au contraire, elle contribuera à créer

de nouveaux «sans papiers» qui sont une main d'oeuvre de choix pour la patronat ! (...)

Prévention de la délinquance ou contrôle social généralisé ?



La session parlementaire extraordinaire de septembre va étudier deux projets de loi qui veulent transformer en marchandises des éléments essentiels à la vie: l'eau et le gaz. Le troisième projet de loi à l'étude concerne la prévention de la délinquance. C'est un projet qui s'inscrit dans la suite des différentes lois, égalité des chances, plan Borloo, loi Fillon sur l'absentéisme

scolaire, loi sur la sécurité intérieure ...

Toutes ces lois présentées comme élément de prévention de protection sont en fait des moyens de répression sociale ou pénale et de contrôle généralisé des populations déjà les plus fragilisées. C'est un projet particulièrement dangereux pour l'avenir de la société, des libertés publiques et individuelles. Il faut fichier, contenir et punir. (...)

I.N.R.A.P. Réunion emploi du 26 septembre 2006

(...)

Réunion sur les Temps partiels

28 septembre 2006

(...)